

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 19 – 18 mai 2023

En bref

L'économie colombienne a crû de 3 % g.a. au T1 2023, selon l'institut colombien de statistiques (DANE). Malgré un résultat au-dessus des attentes des experts qui prévoyaient une croissance autour de 2,6 % g.a., cette dernière ralentit en 2023 (+8,2 % g.a. au T1 2022). Les principaux secteurs porteurs de cette croissance sont les activités financières et d'assurance (ces secteurs ont participé à hauteur d'1 pt%) et les activités artistiques et de divertissement (à hauteur de 0,7 pt%). En revanche, les activités de construction ont connu une chute de -3,1 % g.a. au T1.

LE CHIFFRE À RETENIR

3 %

c'est la croissance de l'économie colombienne au T1.

Zoom sur : En Equateur, le Président Lasso décrète la « mort croisée » : il dissout l'Assemblée Nationale et promulgue par décret une réforme fiscale.

Le 17 mai, le président Guillermo Lasso a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. La Constitution équatorienne de 2008 permet, à discrétion du président de la République, en cas de « grave crise politique et bouleversement interne », de dissoudre l'Assemblée nationale et de demander au Conseil National Electoral (CNE) la convocation de nouvelles élections présidentielles et législatives dans les 90 jours. Le président a la possibilité de gouverner par décret (uniquement sur des projets de loi économiques et sous le contrôle de la Cour Constitutionnelle) pendant 6 mois. Cette dissolution intervient au lendemain de l'audition du président Lasso par l'Assemblée nationale, dans le cadre de la procédure d'impeachment qui était menée contre lui par l'organe législatif.

Le premier décret du Président porte sur une nouvelle réforme fiscale. Elle vise à diminuer la charge fiscale qui pèse sur les classes moyennes et représente un manque à gagner pour l'Etat d'environ 200 MUSD annuels. Avant son entrée en vigueur, la Cour Constitutionnelle doit se prononcer sur la constitutionnalité de ce décret. Le président a par ailleurs annoncé son intention de promulguer des décrets permettant de « contourner la bureaucratie qui bloque la mise en place de projets ».



BOLIVIE

La Gestora Publica prend le contrôle des fonds de pension et du système des retraites.

En mars dernier, l'Autorité de Surveillance et de Contrôle des Pensions et des Assurances (APS) a fixé la date du 15 mai comme clôture comptable et cessation des activités des sociétés privées de gestion des fonds de pension (AFP), créées en 1997. Elles seront remplacées par la société publique *Gestora Publica*. Malgré quelques difficultés techniques de lancement, le gouvernement tente de convaincre les cotisants que ce changement leur sera bénéfique. Ainsi, les retraités, ne seront plus tenus de payer la commission de 1,31 % précédemment versée aux AFP. À partir de juin, la *Gestora Publica* sera responsable du versement des prestations aux retraités et aux ayants-droits. Pour mémoire, le pays est actuellement confronté à une crise monétaire d'ampleur (pénurie de devises).

Malgré l'adoption de la Ley de Oro, la Bolivie se tourne vers le yuan en matière de commerce international.

Gabriel Espinoza, ancien membre du conseil d'administration de la Banque Centrale Bolivienne (BCB), a exprimé ses inquiétudes concernant la nouvelle loi sur l'or en Bolivie. Selon lui, cette mesure aura des effets à très court terme et entraînera une chute rapide des réserves internationales. Il explique que le processus d'achat, d'enregistrement et de certification de l'or est long, ce qui limite la disponibilité immédiate des réserves. Même si le

gouvernement utilise les 20 tonnes d'or dont il dispose conformément à la loi, cela représente environ 1,3 Md USD, alors que les besoins en devises s'élèvent à 12 Mds USD. De plus, le président bolivien, Luis Arce, a annoncé que le gouvernement envisage d'utiliser le yuan chinois (RNB) pour les transactions internationales en raison du manque de dollars, étant donné que de nombreux pays, tels que le Brésil et l'Argentine, réalisent des échanges commerciaux importants avec la Chine. Le ministre de l'économie, Marcelo Montenegro, a également déclaré que la BCB publiera prochainement des données actualisées sur les Réserves Internationales Nettes (RIN), qui n'ont pas été communiquées depuis le 8 février.

COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,58 %	-22,4 %	1136,7 pts
Change COP/USD	-0,3 %	+12,6 %	4 533,0
Change COP/EUR	-2,7 %	+14,6 %	4 883,0
Prix du baril colombien (USD)	+1,8 %	-34,7 %	72,7

L'informalité diminue légèrement et atteint 58,2 % au T1, selon le DANE.

Au T1, l'informalité du travail au niveau national a enregistré une légère baisse (-0,3 % g.a.) et atteint 58,2 %, selon le DANE. Ce taux atteint



60,5 % (-0,5 pt% g.a.) pour les hommes et 54,9 % (+0,2 pt% g.a.) pour les femmes. L'informalité diminue significativement si l'on considère les 13 principales zones urbaines dans lesquelles (42,8 %, soit -0,7 pt% g.a.). Parmi les zones urbaines, celles enregistrant les plus hauts niveaux d'informalité sont situées près de la côte caraïbéenne: Sincelejo (67,4 %), Riohacha (67,3 %), Santa Marta (63,0 %). En revanche, les zones urbaines avec les taux d'informalité les moins élevés sont davantage à l'intérieur des terres: Manizales (32,7 %), Bogotá (33,4 %) et Medellín (40,6 %). En ventilant selon la taille de l'entreprise, les écarts sont plus conséquents. Au sein des microentreprises, la part de travailleurs informels est estimée à 85,3 % tandis que dans les entreprises de petite, moyenne et grande taille, la part d'informalité atteint 23,3 %, 8,0 % et 3,8 % respectivement.

Avianca renonce à intégrer Viva Air: quelles conséquences ?

Plus de neuf mois après le début des négociations, la compagnie aérienne Avianca a annoncé qu'elle n'intégrerait pas la compagnie *low cost* Viva Air car cela pourrait affaiblir sa solidité financière. Viva ne devrait donc pas reprendre ses activités, sauf arrivée d'un autre investisseur. Les désaccords entre l'autorité *aéronautique civile* et Avianca résident principalement dans les créneaux horaires de décollage et d'atterrissage à l'aéroport de Bogotá. En conséquence, les fréquences délaissées par Viva devraient être reprises par les autres compagnies qui vont récupérer les avions loués et les employés. Les prix des billets d'avion devraient augmenter. Le marché devrait s'adapter rapidement avec l'arrivée de nouvelles compagnies sur le marché colombien (JetSmart devrait arriver fin 2023) et l'ouverture

de lignes par les compagnies existantes, selon le Ministère des Transports.

Les réserves de pétrole et de gaz sont en baisse, selon Corficolombia.

Les réserves de pétrole et de gaz s'amenuisent et devraient atteindre en 2023 respectivement 7,1 ans et 8 ans, selon Corficolombia. L'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH) présentera, fin mai, ses données qui devraient servir au Gouvernement pour sa prise de décision quant à l'octroi de nouvelles zones d'exploration et de production de pétrole brut.

Seul un tiers des entreprises survit plus de 5 ans.

Le taux de survie des entreprises colombiennes à cinq ans est de 33,5 %, selon une étude de Confecámaras. En effet, sur près de 297 000 entités créées en 2017, moins de 99 000 étaient encore en activité en 2022. Ce taux est inférieur à la moyenne de l'OCDE (>40 %). La taille de l'entreprise, le statut de société, l'accès au crédit, la localisation, la capacité à accéder aux marchés internationaux sont grandement corrélés à la survie des entreprises. Les entreprises dans les secteurs à forte intensité de connaissances ont un taux de survie plus élevé. Parmi les secteurs ayant les taux de survie les plus faibles, on retrouve les arts et divertissements (22,5 %) ou l'hébergement et la restauration (27,5 %).



PEROU

Le seuil maximal du déficit budgétaire a été atteint en avril.

La Banque Centrale Péruvienne (BCRP) a annoncé en avril que son déficit cumulé sur 12 mois atteignait 2,4 % du PIB. Ce chiffre résulte de deux facteurs qui ont réduit les recettes de l'Etat : les allègements fiscaux mis en place pour stimuler l'économie et les aides extraordinaires accordées aux ménages. Or, selon la Loi n° 31541, le déficit budgétaire ne peut pas dépasser ce pourcentage. Si la situation ne s'améliore pas au second semestre et que le seuil fixé par la Loi n'est pas respecté, cela risque de décrédibiliser le pays au regard des agences de notation internationales. Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) prévoit un taux de croissance qui devrait permettre de respecter ce plafond en clôturant l'année à 2,1 %.

Le Sol s'impose comme alternative face à la pénurie de dollars en Bolivie.

Julio Velarde, président de la BCRP, considère le Sol péruvien (PEN) comme la devise la plus stable d'Amérique Latine. Il a également tenu à rassurer sur la dévaluation due aux dernières manifestations sociales qu'il a caractérisé de conjoncturelle. Grâce à cela, le Sol s'est apprécié vis-à-vis des devises de pays voisins où la situation politique et économique est plus instable. De nombreux Boliviens se pressent à la frontière afin d'obtenir du Sol péruvien pour faire face à la pénurie de Dollar que connaît le pays. Les Argentins procèdent également à son

achat dans le cadre de la dévaluation du Peso Argentin (ARS). Cette dynamique est confirmée par une étude de la Scotiabank qui indique que la devise péruvienne est redevenue importante en Amérique du Sud grâce à la bonne gestion macroéconomique.

VENEZUELA

La nouvelle direction de PDVSA prévoit d'augmenter la production de pétrole à 1,2 M bpj d'ici la fin 2023.

PDVSA – entreprise pétrolière publique du Venezuela – a dévoilé le Plan 31 grâce auquel elle prévoit d'augmenter la production de brut de +390 000 barils/jour (bpj) d'ici la fin de l'année ; la production de gaz de +645 M de pieds cube par jour (pcj) pour atteindre 2,3 Mds pcj. Le plan vise également à accroître le raffinage de 20 % afin que 90 000 bpj supplémentaires de carburant puissent être vendus sur le marché intérieur. PDVSA vise à exporter environ 1 M bpj de brut et de carburant et 800 000 t de coke de pétrole par mois d'ici décembre 2023. Pour rappel, les exportations moyennes du T1 s'élèvent à 660 000 bpj de brut et de carburant et 530 000 t de coke de pétrole. L'un des projets clés de ce Plan 31 est le redémarrage, en juin, de l'usine de valorisation de *Petromonagas*, hors service depuis décembre 2022. L'objectif est de convertir 80 000 bpj de pétrole extra-lourd en brut exportable. La production mensuelle de pétrole brut a dépassé 800 000 bpj en avril pour la première fois depuis décembre 2021. Par ailleurs, une licence étatsunienne autorisant *Chevron Corp* à redémarrer ses activités a fortement contribué à la reprise de la



production et des exportations de pétrole brut du pays depuis début 2023.

Après six mois de silence, la Banque centrale a publié les chiffres d'inflation.

L'inflation annuelle de 2022 s'élève à 234 % g.a. Elle atteint 436,5 % g.a. en avril 2023, selon les statistiques officielles (471 % g.a. pour l'OVS, un *think tank*). L'institut d'émission précise qu'en avril les secteurs qui ont enregistré les niveaux d'inflation les plus élevés sont les services de logement (+21,4 % g.m.), les communications (+20,5 % g.m.), l'équipement du ménage (+7,1 % g.m.) et la santé (+5,2 % g.m.). Le secteur de l'alimentation et des boissons non-alcoolisées a augmenté de 2,3 % sur le mois.

Le prix du pétrole vénézuélien a inversé sa chute en avril et s'est négocié au-dessus de 63 USD/baril.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) indique qu'au cours du mois d'avril, le prix moyen du *Merey* était de 62,5 USD le baril (vs. un pic de 92 USD enregistré en juin 2022). L'OPEP indique également que le prix moyen du pétrole vénézuélien au cours des quatre premiers mois de l'année a été de 60,7 USD le baril en moyenne (-16 USD g.a.).

50 blocs de gaz en cours de certification.

Nicolás Maduro a informé le 15 mai que le pays s'apprêtait à certifier les gisements de gaz naturel de toute la côte nord du territoire, et serait en voie de devenir entre la quatrième et la cinquième réserve de gaz. Il a précisé qu'il y avait plus de 50 blocs de gaz sur la zone côtière nord du pays et a invité les investisseurs, surtout européens à se tourner vers le Venezuela.

Citgo enregistre un bénéfice net de 0,9 Md USD au T1.

Citgo Petroleum Corporation, actuellement en risque d'être saisi, fait état d'un bénéfice net de 937 M USD et d'une production de 814 000 bpj au T1. La capacité totale de raffinage de *Citgo* a augmenté à 807 000 bpj, notamment grâce à la raffinerie de *Lake Charles* qui a augmenté sa capacité de raffinage à 463 000 bpj (+38 000 bpj). Récemment, le département du Trésor étatsunien a accepté de faire appliquer une décision du tribunal du Delaware autorisant la vente d'actions de *Citgo* pour rembourser des dettes de l'État vénézuélien et de *PDVSA*. Toutefois, le tribunal a suspendu l'action de saisie pour six entreprises, mais le processus se poursuit pour cinq autres créanciers qui représentent 56 % des créances faisant l'objet d'une dissipation judiciaire.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
BOLIVIE	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
COLOMBIE	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
EQUATEUR	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
GUYANA	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
PEROU	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
SURINAME	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
VENEZUELA	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
ARGENTINE	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
BRESIL	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
CHILI	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
MEXIQUE	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international